

[Text]

Mr. Gracey: Two answers to that. One can talk about the \$700 million net deficit of cattle production in Quebec, not without prompting me to ask you what the balance is for dairy cattle and hogs. That is one answer.

The other answer is that under tripartite stabilization, Quebec or Manitoba can produce as many cattle as the economic opportunities dictate. That is what we want to do, remove the arbitrary obstacles and disincentives by having one province subsidized more than the other, and say to Quebec: If you want to establish 50 more feedlots in an economic environment, do so. The same to P.E.I.; the same to Alberta and Manitoba. Once again, trade balances between provinces are meaningless in Canada. If you add them all up, add up the dairy, add up the hogs—there are not very many orchards in Alberta—because these things tend to be produced where the economic advantage appears to exist.

M. Guilbault (Drummond): C'est tout de même dur à concilier, cela, quand on sait que la province de Québec, ou la province d'Ontario, dans le cadre de leurs achats et le plus possible essaient d'avoir une politique d'autosuffisance. Je souhaite que vous en arriviez à un accord. Mais je ne sais pas de quelle manière vous pouvez le faire.

Mr. Gracey: I am not sure I understood your last point that Ontario and Quebec have a self-sufficiency policy. Was that the point?

M. Guilbault (Drummond): Oui, de plus en plus les provinces canadiennes, en tout cas le Québec et l'Ontario, essaient tout de même de vanter les mérites de leurs provinces. Là on arrive avec un accord global, comme vous disiez tout à l'heure.

Mr. Gracey: We do not want to sound too much like missionaries, but that is true. As the cattle industry, we are trying to say to any province that says that, that is essentially un-Canadian. We want a national industry with no distinction and no preference anywhere. Produce cattle wherever you wish. This is, after all, one country. It is the only way that we can exploit our export opportunities. To allow production to occur in the areas of least cost is the greatest advantage for Canadians, the Canadian taxpayers and for our export potential. It is the only way we are going to compete with the Americans in third markets. And I want to emphasize, we have never suggested which region has the lowest costs. What we are saying to cattlemen is: show us, by what you do in a free market, which region has the lowest costs.

M. Guilbault (Drummond): Comment votre organisme peut-il être conciliant pour ce qu'il demande, lorsqu'il dit qu'il favorise une politique encourageant l'exportation, mais qu'il n'interviendra pas dans la politique de protectionnisme des États-Unis?

• 2055

Mr. Gracey: Again, sir, I am not sure I understand the question. Surely that is not inconsistent, that we favour export.

[Translation]

M. Gracey: Je vous donne une double réponse. On peut parler d'un déficit net de 700 millions de dollars pour la production du boeuf au Québec, mais je ne peux m'empêcher de vous demander quel est le solde en vaches laitières et en porcs. Voilà une réponse.

L'autre réponse, c'est qu'en vertu du programme tripartite de stabilisation, le Québec ou le Manitoba peuvent produire autant de bovins que leur permettent les perspectives économiques. Voilà ce que nous voulons: faire disparaître les obstacles et les mesures de dissuasion arbitraires en subventionnant une province plus que l'autre, et dire au Québec: si vous voulez 50 autres parcs d'engraissement dans votre milieu économique, faites-le. C'est la même chose pour l'Île-du-Prince-Édouard, et aussi pour l'Alberta et le Manitoba. Là encore, les balances commerciales entre les provinces n'ont pas de signification au Canada. Si on les additionne toutes, les vaches laitières, les porcs—il n'y a pas beaucoup de vergers en Alberta—ces productions se font là où il y a un avantage économique.

Mr. Guilbault (Drummond): It is hard to reconcile, when you know that the province of Quebec, or the province of Ontario, in their acquisitions and as much as they can try to be self-sufficient. I hope you will be able to obtain an agreement. But I don't know how you are going to get it.

M. Gracey: Je ne suis pas certain d'avoir bien compris votre dernière question au sujet de l'Ontario et du Québec, s'il y a une politique d'autosuffisance. C'est bien cela?

Mr. Guilbault (Drummond): Yes, the Canadian provinces, and it is certainly the case for Quebec and Ontario, are trying more and more to praise their merits. As you said earlier, one will be getting a total agreement.

M. Gracey: Nous ne voulons pas trop avoir l'air de missionnaires, mais c'est vrai. Comme pour l'industrie du bétail, nous essayons de dire aux provinces qui se plaignent, qu'essentiellement ce n'est pas canadien, que nous voulons un régime national sans aucune distinction ni préférence. On peut élever des bovins partout où l'on veut. Après tout, il ne s'agit que d'un seul pays. C'est la seule façon dont nous pouvons exploiter nos perspectives d'exploitation. Si l'on permet à l'élevage de se faire dans des régions où cela coûte moins cher, c'est avantageux pour les Canadiens, pour les contribuables canadiens et pour l'exportation. C'est la seule façon pour nous de concurrencer les Américains dans des tiers marchés. Je veux également souligner que nous n'avons jamais dit quelle région avait les coûts les plus bas. Voici ce que nous disons aux éleveurs: Montrez-nous, par ce que vous faites sur un marché libre, quelle région a les coûts les plus bas.

Mr. Guilbault (Drummond): How can your association be conciliatory for what it asks, when it says it favours a policy to exploit export opportunities, but will not intervene in the protectionist policy of the United States?

M. Gracey: Ici encore, monsieur, je ne suis pas certain d'avoir compris la question. Il n'y a aucune incohérence parce